

## **REVUE ANNUELLE INTERNE DE LA SOCIETE COOKSON-CLAL**

Dans le cadre de notre certification RJC, nous tenons chaque année une revue interne de notre système de gestion, dont nous communiquons ci-dessous un extrait :

- Notre **Politique RSE-RJC** a été transmise à nos parties prenantes et elle est disponible sur notre site internet : <http://www.cookson-clal.com>
- Une **référente RJC** est en place au sein de notre Société.
- Nous réalisons chaque année une **Due Diligence** auprès de nos Parties Prenantes selon le cadre en cinq étapes de l'OCDE pour l'exercice d'un devoir de diligence fondé sur les risques concernant la chaîne d'approvisionnement en minerais provenant de zones de conflit ou à haut risque. Nous questionnons en particulier nos fournisseurs, afin d'obtenir l'assurance la plus raisonnable, en fonction de leur typologie, du fait qu'ils n'approvisionnent pas eux-mêmes les matériaux qu'ils nous livrent depuis des sources liées à des conflits.
- Un processus de remédiation a été mis en place afin de traiter, avec les parties prenantes concernées, les résultats d'une Due Diligence non conforme aux attentes. C'est ainsi que notre plan de gestion du devoir de diligence prévoit un logigramme permettant de réagir aux risques identifiés.
- Les points saillants que nous avons identifiés pour cette année sont les suivants :
  - Nous avons particulièrement été vigilants avec nos fournisseurs de diamants, suite aux sanctions internationales concernant la Russie.
  - Nous n'avons pas identifié de « red flags » avéré concernant nos approvisionnements de métaux précieux.
  - Nous avons identifié quelques « red flags » concernant des approvisionnements de pierres précieuses. Le processus de remédiation évoqué ci-dessus a ainsi été activé et nous sommes en cours de discussion avec les fournisseurs concernés pour évaluer le niveau de risques et statuer sur la continuation de la relation commerciale. Si aucune réponse satisfaisante nous parvenait d'ici 3 mois, nous nous verrions dans l'obligation de stopper la relation.
- Une **politique KYC** (Connaissance de nos interlocuteurs) est en place au sein de Cookson-CLAL. Elle comprend l'analyse de documents que nous demandons à nos fournisseurs. Nous la passons en revue chaque année afin d'assurer qu'elle soit la plus pertinente possible et corresponde aux évolutions de notre environnement. Nous avons renforcé notre veille sur les sites de surveillance gouvernementale, listant les individus ou sociétés impliqués dans des activités de blanchiment d'argent et de fraude ou participant à des organisations illicites et/ou finançant des conflits.
- Nous exerçons une diligence relative aux **Droits Humains** à l'intérieur de Cookson-CLAL, et pour les Parties Prenantes avec lesquelles nous sommes engagés. Nous révisons chaque année ce processus. A date, aucune alerte n'a été identifiée.
- Un système de **traitement des plaintes** est disponible au sein de Cookson-CLAL, et nous permettons aux parties prenantes d'exprimer de façon anonyme et sans crainte de représailles leurs préoccupations concernant d'éventuels mauvais traitements au travail, des atteintes aux Droits Humains, ainsi que des faits de corruption, ou relatifs à la chaîne d'approvisionnement du secteur de la bijouterie-joaillerie. Pour ce faire, nous avons mis en place et tenons à la disposition des parties concernées un mécanisme de traitement des plaintes, qui peut être obtenu à l'adresse suivante : [rh@cookson-clal.com](mailto:rh@cookson-clal.com).
- Cookson-CLAL a rejoint le RJC en août 2013. Le dernier renouvellement de la certification date du 15 juillet 2021.
- **Le système est revu** chaque année, et une communication sera réalisée, afin d'informer les parties prenantes sur les points significatifs que la revue interne aurait pu mettre en évidence.

**Cookson-CLAL**  
S.A. au capital de 7 413 696,12€  
5, Chemin du Plateau - 69570 Dardilly  
Tél. : 0800 878 202  
RCS Lyon B 412 399 792

Dardilly, le 10 mars 2023  
Philippe Souquet  
Directeur Général – Cookson-CLAL